

L'EMANCIPATEUR

SYNDICAT DES RETRAITÉS ET ANCIENS SALARIÉS
DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Mensuel n° 397 - Janvier 2023

Urgent : bulletin d'inscription
6ème congrès

édito

JE RENONCE À RÉFORMER VOTRE
RETRAITE, ET EN MÊME TEMPS VOUS
RENONCEZ À LA PRENDRE...



sommaire

- Edito **1**

- Réforme retraite **2**

- Infos brèves **3**

- Agenda et activités
du syndicat
- On ne va pas
se mentir **4**
- Travailler plus
pour gagner moins

A quelques jours de la première journée d'actions pour faire face à l'agression contre le monde du travail, des chômeurs, de la jeunesse et des retraités, le contenu de notre journal est une façon de répondre à la ministre.

Celle-ci a annoncé une réforme de justice, d'équilibre et de progrès !

Cette offensive contre nos conquits sociaux ne se jouera pas au parlement, comme le font croire certains partis politiques.

Pour faire reculer ce gouvernement capitaliste seules les luttes nombreuses, fortes, unitaires avec des jours de grèves majoritaires feront la différence.

Ne soyons pas dupes, si les multinationales ont participé à mettre en place Macron c'est pour maintenir leurs pouvoirs et leurs profits.

Dans un régime capitaliste, aucune avancée sociale n'est acquise de façon définitive.

" Ne parlez pas d'acquis mais de conquits sociaux " - Ambroise Croizat, Ministre communiste du travail de la Sécurité sociale. C'est donc la lutte au quotidien, pour la défense des conquêtes sociales, pour la satisfaction des revendications immédiates, qui est une nécessité.

La lutte contre le capitalisme est donc incontournable pour imposer une autre politique pour notre pays.

La conférence nationale de l'Union Fédérale de Retraités (UFR) de fin janvier à Montreuil, le congrès de notre syndicat de mi-février à La Garde avec en filagramme la préparation du 53ème congrès confédéral et celui de l'Union Départementale, nous aiderons à débattre, échanger, proposer afin d'amplifier la riposte nécessaire au changement de société.

Chère, cher camarade, je compte sur toi pour ton inscription à notre congrès et pour ta participation aux luttes à venir.

Ensemble tout est possible.

Michel Camatte
Secrétaire Général

EN ENCART : Compte rendu CPAM du Var - Inscription 6ème congrès

Réforme retraite

Le report de l'âge légal de départ à la retraite est comme une vieille rengaine qui nous reste dans les oreilles et nous empêche de réfléchir à la question.

Il faut réformer les retraites parce que nous vivons plus vieux, parce que le financement du régime n'est pas assuré ou parce que les régimes spéciaux coûtent chers. Les détracteurs du régime de retraite interprofessionnelle ne cessent d'aler-

ter sur son instabilité potentielle et offrent une seule solution aujourd'hui : le report de l'âge légal de la retraite à 65 ans. **Pour la CGT, cette proposition, au-delà d'être inadmissible et infondée, constitue une attaque sociale en règle contre la Sécurité sociale.**

Travailler plus longtemps : c'est vivre moins bien et moins longtemps

Si les conquêtes sociales ont permis aux classes populaires de profiter de quelques années de retraites en bonne santé, un nouveau report de l'âge légal va encore dégrader la situation des plus pauvres mais aussi celle de l'ensemble des travailleurs.es.

Quelle situation financière du système des retraites ?

Aujourd'hui, le système des retraites n'est pas en difficulté. Ce



n'est pas la CGT qui le dit, mais le Conseil d'Orientation des Retraites (COR) en 2021 : "Malgré le contexte de la crise sanitaire et le vieillissement progressif de la population française, les évolutions de la part des dépenses de retraite dans le PIB resteraient maîtrisées jusqu'en 2070. C'était un résultat qui prévalait avant la crise sanitaire c'est un résultat qui demeure valable après crise". **L'extension de l'âge du départ à la retraite n'a donc aucune justification en termes de finance publique. C'est bien plutôt un choix purement politique comme l'indique ce même conseil.**

A ce titre, la CGT s'opposera à toutes les réformes régressives du système de retraite à venir en portant des propositions pour améliorer les retraites de toutes et de tous,

dans le secteur privé et public. Ses revendications :

- Garantir la possibilité d'un départ à la retraite à 60 ans à taux plein ;
- Assurer un niveau de pension d'au moins 75% du revenu net d'activité pour

une carrière complète (pension calculée sur la base des 10 meilleures années) ;

- Elever les minima de pension au niveau du SMIC pour une carrière complète (basée sur les 10 meilleures années) ;
- Assurer le rattrapage des salaires et des pensions des femmes sur celui des hommes et indexer les pensions sur l'évolution des salaires ;
- Validation des années d'études et de recherche d'emploi pour la retraite ;
- Permettre réellement des départs anticipés pour pénibilité, développer la prévention, aménager les fins de carrière avec des départs anticipés garantis collectivement ;
- Maintien de tous les régimes spéciaux et spécifiques et harmonisation par les hauts des conquises sociales pour toutes et tous.

Emile Gondran



INEGALITÉS...

Les plus riches continuent de s'en mettre plein les poches... et ils ont bien profité des « années Covid ».

C'est ce que confirme la dernière étude de l'INSEE qui fait apparaître clairement que « *les nouvelles mesures socio-fiscales de 2020 et 2021* » ont surtout été favorables aux 50% les plus aisés de la population. Et les inégalités se creusent encore avec les mesures prises en 2021, celles-ci « *bénéficiant surtout aux 20% les plus aisés alors que leur effet est faible, voire défavorable pour le reste de la population* ».

PRECARITÉ...

Après le rapport accablant publié récemment par le « Secours Populaire Français », c'est au tour du « Secours catholique » de rendre public son rapport annuel.

Comme celui du Secours populaire ce rapport fait ressortir à quel point la précarité est chaque jour plus contrainte et il invite les pouvoirs publics à cesser les discours culpabilisants et stigmatisants.

Il dénonce la pratique des politiques publiques qui se contentent de définir le taux de pauvreté à partir du seul critère du revenu inférieur à 60% du revenu mé-

dian et juge qu'il faut également regarder aussi la place prise par les dépenses et notamment les dépenses incompressibles qui absorbent en moyenne 60% des revenus des ménages en précarité (logement, énergie, assurances, mutuelles, télécommunications...). L'inflation galopante va immanquablement aggraver une situation déjà catastrophique avec les augmentations des prix de l'énergie et de la nourriture notamment. La précarité énergétique est passée en moins de 15 ans de 4 à 12 millions de personnes. A cet égard la CGT a des propositions pour faire baisser les factures et permettre l'accès de tous à l'énergie.

CAC 40, le monstre financierisé...

Les milliards ne ruissent toujours pas, comme en témoigne le bilan annuel de l'observatoire des multinationales qui « doute des bienfaits de leur excellente santé boursière sur l'économie réelle » !

Cette analyse annuelle sur l'empreinte économique, financière, fiscale, environnementale et sociale des mastodontes du CAC40 confortent s'il en était besoin celle de la CGT : l'explosion des superprofits (157 milliards en 2021), la priorisation des dividendes (80 milliards), les délocalisations et l'investissement à l'étranger n'ont pas bénéficié à l'emploi, aux salaires, à la transition écologique et au développement de l'économie. Face à cette situa-

tion, l'observatoire pointe la responsabilité de l'Etat qui « dispose de tous les leviers » pour intervenir. Il « *pose aussi la question du contrôle démocratique et du rôle du parlement* ». Voilà qui rejoint l'esprit des propositions de la CGT concernant la place des salariés dans les entreprises et leurs conseils d'administrations.

SALAIRES...

Des luttes et des succès !

Les luttes se multiplient dans les entreprises pour les augmentations salariales indispensables pour faire face à l'inflation : Géodis, L'Oréal, Véolia, Safran, Carrefour, Monoprix, Castorama, Leroy-Merlin, Brico-Dépôt, dans le médico-social, les services publics et bien d'autres encore... avec déjà des succès à la clé ! Quelques exemples non exhaustifs :

- **Personnels des remontées mécaniques Savoie** : augmentation de 7,1% pour le salaire minimum, 6% pour les ouvriers et 2% pour les cadres.

- « **EDF** » : après une mobilisation historique, la CGT a pu signer un accord avec des hausses de salaires de 200 euros/mois.

- « **Lactalis** » (Lons le Saulnier) : c'est 7,2% arrachés par les salariés.

- **Groupe « Marie »** (surgelés) : ils ont gagné 6,9%.

- « **Téréos** » (agroalimentaire) : les salariés ont obtenu une hausse de 7,7% pour les plus bas salaires et 6,5% pour les techniciens et agents de maîtrise.

Autant de points d'appui pour développer et généraliser l'action pour faire plier le capital !

Michel Renouf



Agenda et activités du syndicat

Malgré les difficultés que nous avons rencontré au cours de ces trois dernières années, nous terminons ce mandat avec 364 syndiqués (plus deux par rapport à l'année dernière) ce qui, dans le contexte actuel est encourageant. Nous sommes bien évidemment en pleine préparation de notre 6ème congrès et aussi des manifestations à préparer pour la défense de notre système de retraite. Lors de notre congrès cette nouvelle réforme des retraites sera au centre des débats. Les inscriptions se poursuivent et il y a urgence à s'inscrire pour finaliser la commande des repas. Comptant sur vous, recevez chers camarades nos fraternelles amitiés.

Inscription par fiche papier ou par internet.

On ne va pas se mentir...

On ne va pas se mentir...

L'ambiance n'est pas à la fête. J'ai réduit la liste des courses. Mais je garde les bougies... ça peut être utile cet hiver.

« Aie confiance »...

Le président de la République tente de rassurer les Français.es. Les étudiants.es n'ont plus de quoi se payer à manger... Mais elles et ils pourront s'envoyer en l'air sans risque gratuitement ! Quelques euros de gagnés pour financer les retraites ?

Nous ne sommes pas naïf.ves...

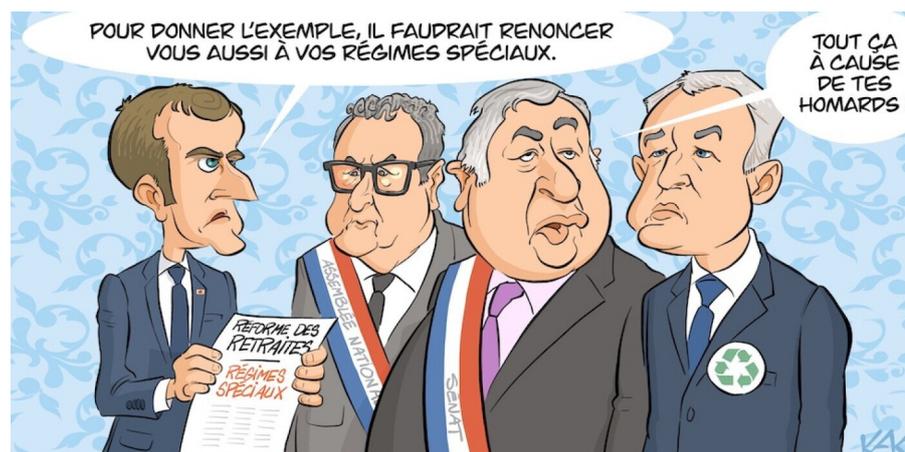
Derrière le recul de l'âge de la retraite, se cache une seule ambition : en finir avec la retraite solidaire par répartition pour laisser la place à la capitalisation et aux assureurs privés.

L'hiver risque d'être difficile...

Macron le sait. Il est tellement sûr de la légitimité de sa réforme des retraites (puisqu'il a été élu pour ça) qu'il organise son passage en force.

Pour se tenir chaud, serrons-nous les coudes...

Une majorité de Français.es est consciente des mauvais coups qui s'abattent. Derrière le front syndical unitaire, nous sommes prêt.es à mener le combat pour imposer une autre réforme des retraites.



Travailler plus pour gagner moins

C'était un secret de Polichinelle. Depuis mardi, c'est officiel. La version 2023 de la réforme des retraites a enfin été dévoilée.

La violence des coups

Il n'y a pas d'histoire de gagnants, d'équité et encore moins de justice sociale. Le choix est toujours le même : faire payer celles et ceux qui travaillent. Le prix est élevé, très élevé. Il ne faudrait surtout pas toucher au patronat et au capital.

Personne n'est dupe

Les sondages se succèdent et enfoncent le clou. Les Français.es sont contre ce projet. C'est net, c'est clair. Une majorité est même favorable à un retour aux 60 ans et à une hausse des cotisations.

Le rapport de force est installé

Macron a tiré les leçons de 2020. Après avoir balayé un semblant de concertations, il mise sur la résignation et organise l'écrasement de la contestation en pointant la responsabilité des syndicats.

Faire autrement c'est possible, c'est un choix !

L'impatience du gouvernement se heurte à l'opposition de l'opinion publique et l'unité des syndicats. C'est une force qui tire sa puissance dans l'engagement de chacun.e.

L'urgence est à la mobilisation générale

Le 19 janvier marquera l'engagement dans cette bataille par la grève, les manifestations et l'organisation des suites à donner au mouvement. Les militant.es de la CGT y œuvrent dans tous les champs professionnels et dans tous les territoires